

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

SAMEDI 29 AVRIL 1978

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX : 0,50F

EDITORIAL HAUSSE DES PRIX :

Le gouvernement se moque
ouvertement de nous. Allons-
nous le laisser faire ?

Voilà, il fallait s'y attendre. Une fois les élections gagnées, le gouvernement, sans aucune pudeur et le plus cyniquement du monde a annoncé un nouveau train de hausses des prix. C'est effarant. Les tarifs des services publics seront majorés de 6 à 20 % les 1^{er} mai et 1^{er} juillet. Ainsi, le gaz et l'électricité seront augmentés de 10 %, le timbre-poste passera de 1,00F à 1,20F, sans compter les augmentations de transport en commun (SNCF, métro, bus) dont seront victimes plus particulièrement les travailleurs français.

Et ce n'est qu'une première étape, car Barre vient d'annoncer le retour à la liberté totale des prix, c'est-à-dire à la liberté pour les capitalistes de fixer les prix de leurs marchandises comme ils l'entendent, sans plus aucune intervention de l'état. Il faudra donc s'attendre à une augmentation importante et générale de tous les prix.

Pour les travailleurs, et en particulier pour les travailleurs antillais, la baisse du pouvoir d'achat sera spectaculaire, quand on connaît les salaires ridiculement bas qui sont versés actuellement. Le gouvernement a bien annoncé une augmentation du SMIC de 4 %, mais les travailleurs ne la remarqueront même pas, tant elle est dérisoire par rapport à celle des prix.

Face à de telles attaques du pouvoir, face au mépris de Giscard et de Barre vis-à-vis de la population laborieuse, face à cette vie de plus en plus misérable qu'ils s'appêtent à nous faire mener, eux, et les patrons, il faut réagir énergiquement. Si nous, travailleurs, ne faisons rien contre une telle situation, nous serons de plus en plus pressurés.

La seule voie, c'est la lutte : battons nous, pied à pied, dans nos entreprises, sur les chantiers, dans les champs.

Exigeons non seulement des augmentations importantes de salaire, exigeons non seulement les 2.200 F minimum, mais aussi une véritable échelle mobile des salaires, c'est-à-dire une augmentation de nos salaires à chaque fois que les prix augmentent, et dans les mêmes proportions.

(suite en page 2)

PREMIER MAI

VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS!

Premier Mai ! Dans tous les pays, les travailleurs seront des millions à manifester ce jour-là.

Ils seront des millions à clamer leurs revendications les plus importantes, mais aussi leur espoir d'un monde nouveau débarrassé de toute forme d'exploitation et d'oppression.

Les travailleurs de la Guadeloupe et de la Martinique eux aussi descendront dans les rues ce Premier Mai.

La situation des travailleurs de ces pays est véritablement un scandale permanent. Bas salaires, chômage massif, misère réelle des populations des campagnes, constituent les aspects ordinaires de la vie des travailleurs.

Et pendant qu'ils souffrent dans leur chair des méfaits de cette société incapable de donner le minimum décent pour vivre à tous, ceux qui dirigent tentent de bercer le peuple de bonnes paroles et de promesses.

Le gouvernement ferait du social - si on en croit la grande presse ! Il négocie en France avec les grandes centrales syndicales ! Alors qu'en fait, les Barre et compagnie tentent tout simplement de désamorcer le mécontentement des travailleurs en faisant croire qu'ils sont prêts à leur accorder leurs revendications les plus importantes : augmentation des salaires et lutte contre le chômage.

Mais les travailleurs sont-ils prêts à tomber dans une telle illusion ? Sont-ils prêts à croire que les tours de passe-passe du gouvernement vont réellement changer quelque chose à leur sort ? Rien n'est moins sûr !

Le gouvernement et les capitalistes auraient bien tort de miser sur un affaiblissement de la combativité des travailleurs. Ceux-ci, après la période d'attente et d'espoir des élections reprendront leurs luttes et ne compteront que sur elles. Ce que les élections n'ont pu donner aux travailleurs, la lutte pourra le leur donner.

Nous pensons que les travailleurs, non seulement doivent engager la lutte pour leurs principales revendications, mais encore qu'il est possible de remporter une telle lutte.

Les travailleurs des Antilles dites "françaises" ont la force d'imposer aux patrons des salaires plus élevés et permettent de vivre au moins décemment. Ils peuvent imposer que le travail soit réparti entre tous les bras, sans diminution de salaire, afin d'atténuer le chômage.

Bien sûr, il faudrait ne compter que sur ses propres forces ? Car, l'expérience passée et présente le montre, les travailleurs ne peuvent pas compter sur la volon-

té de lutte des grandes organisations ouvrières traditionnelles.

Mais si les travailleurs le veulent vraiment, ils pourront par leurs propres forces s'organiser pour se battre, et gagner la bataille engagée.

Certes, nous sommes conscients que l'absence d'une organisation politique ouvrière entièrement engagée aux côtés des travailleurs rend plus difficiles ces luttes.

C'est pourquoi nous, à Combat Ouvrier, nous militons pour construire un véritable Parti Ouvrier Révolutionnaire, un véritable parti communiste. Nous croyons qu'un tel parti est indispensable pour permettre aux travailleurs d'affronter les exploiteurs avec les meilleures chances de succès.

Mais ce parti est aussi nécessaire parce que la lutte des travailleurs ne doit pas seulement viser les revendications immédiates.

C'est la société capitaliste dans son ensemble qu'il faut jeter à bas pour mettre fin définitivement à la misère, au chômage, à l'exploitation dans son ensemble.

C'est à cette lutte-là que nous appelons les travailleurs les plus décidés et les plus conscients. Nous croyons que s'ils veulent la mener, ils doivent rejoindre notre organisation et devenir de véritables militants communistes.

FORT-DE-FRANCE

LES MUNICIPALUX EN GRÈVE

Mardi 25 et mercredi 26 avril, les employés de Fort-de-France étaient en grève à l'appel de la C.S.T.M. - Agasta pour affirmer leur solidarité avec leurs camarades inculpés dans l'affaire Jalta.

Cette grève a été bien suivie et ce sont des centaines de personnes qui ont défilé le mardi et le mercredi dans les

(suite en page 2)

J. BIBRAC

Directeur de publication : ~~XXXXXXXXXXXX~~
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre

3^{ème} supplément au mensuel N° 86

EDITORIAL

(SUITE)

Organisons nous-mêmes nos propres luttes. Il n'y a pas d'autres voies que celle-là pour résister aux attaques du gouvernement et des capitalistes.

LES MUNICIPAUX EN GREVE (suite page 1)

rues de Fort-de-France en scandant : "Libérez les inculpés", "Inculpez Renard".

Les employés ont tenu à participer à ce mouvement pour protester contre la campagne de presse menée par la droite contre les employés municipaux de Fort-de-France à l'issue de l'affaire Jalta.

Rappelons que ce sont des employés municipaux qui ont été arrêtés et inculpés à l'issue de la réunion publique où le mercenaire Jalta avait trouvé la mort.

Depuis ce jour, tout a été fait dans la presse réactionnaire pour enfoncer les inculpés, les présenter comme des assassins et, par voie de conséquence, les employés municipaux sont présentés comme une bande de brigands et de voyous.

Ceux-ci ont commencé à réagir. Nul doute qu'ils sont dans la bonne voie pour se faire respecter et faire respecter leurs camarades emprisonnés.

GUADÉLOUPE

OUVERTURE DES "NOUVELLES GALERIES": QUE DEVIENDRONT LES PETITS COMMERCANTS ?

Un nouveau grand magasin vient d'être ouvert au carrefour de Grand-Camp "Les Nouvelles Galeries". Les propriétaires seront les mêmes que ceux d'Unimag. A l'endroit où il est situé, ce nouveau magasin ne manquera pas d'attirer tous ceux qui, certes, habitent Grand-Camp et les environs, mais aussi tous ceux qui se rendent dans les différentes communes de Guadeloupe proches de Pointe-à-Pitre. Par contre les petits commerçants de ces mêmes zones verront diminuer leurs chiffres d'affaire et même disparaître faute de pouvoir supporter la concurrence de ce nouveau grand magasin. Et l'on peut dès à présent parier que l'administration ne fera rien pour venir en aide à ces petits commerçants. Ils auront d'autant plus de mal à résister à la concurrence des "Nouvelles Galeries" qu'ils ne pourront pas bénéficier d'allègements ou d'exonération fiscaux, comme c'est le cas pour tous ces grands magasins. Ces petits commerçants acculés à la faillite viendront grossir le nombre des "sans emploi" déjà fort important en Guadeloupe. Ainsi est conçue la société dans laquelle nous vivons, où il n'y a pas de place pour les faibles et les petits. Et il en sera ainsi tant que le pouvoir politique sera entre les mains des industriels capitalistes, des banquiers et des grands commerçants.

MARTINIQUE

SCANDALE AU CENTRE HOSPITALIER DE TRINITE

Noirot-Cosson, pressé de faire ses valises pour quitter la Martinique, a été incapable de prendre des dispositions pour que le nouvel hôpital de Trinité, dirigé par M. Pamphile, ait les crédits nécessaires à son bon fonctionnement.

La préfecture et la D.A.S.S. portent l'entière responsabilité de ce scandale.

L'hôpital aujourd'hui est en rupture de stocks en médicaments, en alimentation et en petit matériel.

Face à cela, le personnel médical a refusé, avec juste raison, de prendre en charge les malades dont ils ne peuvent plus garantir la sécurité et de les évacuer vers les autres hôpitaux.

Le personnel de l'établissement a également pris position contre un tel état de fait et s'appête à déclencher des

actions.

Qu'on ne vienne pas nous dire que nous payons des impôts pour faire marcher les services publics !

Car quand il s'agit de faire marcher convenablement ces services publics, l'Etat n'est pas prêt à verser de l'argent alors qu'il est toujours pressé de le faire pour les organismes chargés de la répression comme la police, la gendarmerie etc... ou pour la bombe à neutrons.

La population ne doit plus tolérer que la préfecture se moque autant de la santé des malades.

Elle doit manifester sa plus énergique protestation afin que le nouvel hôpital de Trinité ait les crédits nécessaires à son bon fonctionnement.

GUADÉLOUPE

PETITE GUERRE ECONOMIQUE : A PROPOS DES BOISSONS IMPORTEES.

Récemment, France-Antilles a publié un communiqué mettant en garde certains commerçants contre l'importation d'un certain nombre de produits (jus, boissons gazeuses) en provenance de Puerto-Rico via Saint-Martin. Car, nous dit-on ceux-ci ne répondent pas à la réglementation française concernant l'utilisation des constituants chimiques entrant dans leur composition.

En effet, des importateurs de la Guadeloupe ont déjà été verbalisés pour l'importation de telles marchandises.

Et quand on connaît la grande liberté dont bénéficient les fabricants américains dans l'utilisation de ces produits dange-

reux pour la santé, les consommateurs guadeloupéens ont bien des raisons d'être vigilants. Car ce n'est sûrement pas la volonté de les protéger qui pousse le gouvernement à faire la chasse aux importateurs en question.

En réalité, l'invasion massive en Guadeloupe des produits américains porterait un coup sévère aux intérêts des capitalistes français fabricants de jus, de limonade et autres boissons gazeuses, et dans cette petite guerre économique, le gouvernement apporte la preuve qu'il reste un rempart sûr pour les intérêts généraux des capitalistes français contre leurs concurrents qui voudraient les déloger des marchés qu'ils occupent.

RADIO CARAIBES VENDU !

La station de radio R.C.I. change de mains.

Guy Noël qui en était le directeur et le principal actionnaire a décidé de vendre les actions qu'il possédait à une société de publicité.

On parle maintenant dans la presse de "pressions" qui auraient été exercées sur Guy Noël par les milieux politiques et les gros possédants.

Ces gens-là reprocheraient à la R.C.I. d'avoir donné trop souvent la parole à la gauche durant la dernière campagne électorale.

Il est vrai que pour concurrencer FR3, la radio d'état, R.C.I. n'a pas eu beaucoup de mal à apparaître comme plus "objective", puisque FR3 est le porte-parole exclusif de l'opinion des partis au pouvoir en France.

Ce nouvel épisode dans une affaire de presse parlée, montre à quel point l'information dépend de ceux qui ont la puissance financière : ce sont ceux qui ont l'argent et le pouvoir qui contrôlent cette information.

MARTINIQUE

TENTATIVE DE LICENCIEMENT CHEZ MARSAN.

Pour n'avoir pas exécuté un travail "satisfaisant" au goût de monsieur Marsan, un travailleur de la Fontaine-Didier a reçu son préavis de licenciement.

Ainsi sous ce vague prétexte, Marsan tente de se débarrasser d'un travailleur encombrant parce que celui-ci à chaque fois que la nécessité s'en faisait sentir, réclamait âprement son dû, quand ce n'était pas celui de tous.

Et c'est bien cela que ne lui pardonne pas Monsieur Marsan, car après que ce travailleur ait tenté de se défendre face à l'arbitraire de ce patron, voilà que Marsan parle sans rire "d'intentions diffamatoires" qui seront suivies de poursuites.

En réalité, il s'agit d'un bluff de Marsan pour dissimuler sa propre responsabilité et intimider ce travailleur. Mais il aurait fort à faire, car la solidarité pour cet employé se manifeste déjà parmi ses camarades de travail.

O - O - O - O - O - O

FAIS LIRE COMBAT OUVRIER AUTOUR DE TOI !